

Convention collective départementale

IDCC : **984** | **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES
ET CONNEXES**

(Eure-et-Loir)

(27 juillet 1978)

(Étendue par arrêté du 23 novembre 1979,
Journal officiel du 25 janvier 1980)

Avenant du 8 juillet 2022

relatif à la valeur du point, aux rémunérations annuelles garanties
et à l'indemnité de restauration

NOR : ASET2251082M

IDCC : 984

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UIMM Eure-et-Loir,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FO Métaux ;

CFDT SM-CVL,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Valeur du point

À compter du 1^{er} septembre 2022, la valeur du point est fixée à 5,40 €, base 151 h 67 pour un horaire hebdomadaire de 35 heures.

Les rémunérations minimales hiérarchiques sont établies par les barèmes figurant à :

- l'annexe A du présent avenant en ce qui concerne les « Salaires minima hiérarchiques des administratifs et techniciens – agents de maîtrise » (sauf agents de maîtrise d'atelier) ;
- l'annexe B du présent avenant en ce qui concerne les « Salaires minima hiérarchiques des ouvriers » ;
- l'annexe C du présent avenant en ce qui concerne les « Salaires minima hiérarchiques des agents de maîtrise d'atelier ».

La rémunération minimale hiérarchique comprend l'ensemble des éléments de rémunération versés en contre partie ou à l'occasion du travail, y compris les éventuelles compensations pécuniaires pour réduction de la durée du travail et à l'exclusion des sommes visées à l'article 13 de l'avenant « Mensuels ».

Article 2 | Rémunérations annuelles garanties

En considération de l'esprit de l'accord national du 28 juillet 1998 et de son avenant du 29 janvier 2000 et en application des articles 13 *bis*, *ter* et *quater* de la convention collective, des rémunérations annuelles garanties ont été fixées à partir de l'année civile 2022 et figurent en annexe au présent avenant suivant le barème ci-joint : annexe D.

Le barème est établi sur la base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 h 00.

Ce barème est composé de 3 colonnes :

- administratifs et techniciens ;
- ouvriers ;
- agents de maîtrise d'atelier.

La vérification de la rémunération annuelle globale du salarié telle que définie à l'article 13 *quater* sera effectuée au plus tard à la fin du 1^{er} mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture en cours d'année. La garantie s'appliquera *pro rata temporis* en cas d'entrée ou de départ en cours d'année, de même qu'en cas de changement de classement ou de suspension du contrat de travail.

Au cas où l'employeur aurait à verser un complément de rémunération, celui-ci sera effectué au plus tard avec la paye du 1^{er} mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture avant cette date.

Article 3 | Indemnité de restauration sur le lieu de travail.

L'indemnité de restauration sur le lieu de travail prévue à l'article 21 est fixée à 7,40 € à compter du 1^{er} septembre 2022.

Article 4 | Clause de revoyure

Afin de prendre en compte l'évolution de la situation économique à laquelle se trouvent confrontées les entreprises et les salariés de la branche au titre des perspectives économiques pour l'année 2022, les partenaires sociaux conviennent, si une évolution du Smic venait à intervenir d'ici la fin de l'année, de se rencontrer un mois après l'entrée en vigueur de son nouveau montant, de manière à adapter en tant que de besoin les minima conventionnels.

Article 5 | Périmètre d'application

Les dispositions du présent avenant se substituent aux dispositions et documents antérieurs portant sur le même objet.

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés visés à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 6 | Publicité

Le présent avenant et ses annexes, conformément à l'article L. 2221-2 et suivants du code du travail, sont faits en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôts dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail. Au nom de l'ensemble des signataires, l'UIMM Eure-et-Loir diligentera une demande d'extension auprès du ministère.

Fait à Chartres, le 8 juillet 2022.

(Suivent les signatures.)

Annexe A Barème des salaires minima hiérarchiques

Administratifs et techniciens – Agents de maîtrise (sauf agent de maîtrise d’atelier)

Base 35 heures.

Date d’application : 1^{er} septembre 2022.

Valeur du point 5,400 €.

Niveau	Échelon	Coefficient hiérarchique	Salaire Base 151,67 heures/mois
V	3	395	2 133,00 €
	3	365	1 971,00 €
	2	335	1 809,00 €
	1	305	1 647,00 €
IV	3	285	1 539,00 €
	2	270	1 458,00 €
	1	255	1 377,00 €
III	3	240	1 296,00 €
	2	225	1 215,00 €
	1	215	1 161,00 €
II	3	190	1 026,00 €
	2	180	972,00 €
	1	170	918,00 €
I	3	155	837,00 €
	2	145	783,00 €
	1	140	756,00 €

Annexe B Barème des salaires minima hiérarchiques

Ouvriers

Base : 35 heures.

Date d'application : 1^{er} septembre 2022.

Valeur du point : 5,400 €.

Niveau	Échelon	Coefficient	Appellation	Salaire minima garanti
IV	3	285	TA 4	1 615,95 €
	2	270	TA 3	1 530,90 €
	1	255	TA 2	1 445,85 €
III	3	240	TA 1	1 360,80 €
	1	215	P 3	1 219,05 €
II	3	190	P 2	1 077,30 €
	1	170	P 1	963,90 €
I	3	155	O 3	878,85 €
	2	145	O 2	822,15 €
	1	140	O 1	793,80 €

Les salaires minima garantis ainsi fixés comprennent la majoration de 5 % prévue par l'accord national du 30 janvier 1980 et par l'avenant du 17 avril 1980 modifiant la convention collective d'Eure-et-Loir et servent de base pour le calcul de la prime d'ancienneté conventionnelle.

Annexe C Barème des salaires minima hiérarchiques

Agents de maîtrise d'atelier

Base : 35 heures.

Date d'application : 1^{er} septembre 2022.

Valeur du point : 5,400 €.

Niveau	Échelon	Coefficient	Appellation	Salaire minima garanti
V	3	395	AM 7	2 282,31 €
	3	365	AM 7	2 108,97 €
	2	335	AM 6	1 935,63 €
	1	305	AM 5	1 762,29 €
IV	3	285	AM 4	1 646,73 €
	1	255	AM 3	1 473,39 €
III	3	240	AM 2	1 386,72 €
	1	215	AM1	1 242,27 €

Les salaires minima garantis ainsi fixés comprennent la majoration de 7 % prévue par l'accord national du 30 janvier 1980 et par l'avenant du 17 avril 1980 modifiant la convention collective d'Eure-et-Loir et servent de base pour le calcul de la prime d'ancienneté conventionnelle.

Annexe D Barème des rémunérations annuelles garanties

À compter de l'année 2022.

		Administratifs et techniciens	Ouvriers		Agents de maîtrise d'atelier	
Niveau I	140 échelon 1	19 712 €	O1	19 764 €		
	145 échelon 2	19 741 €	O2	19 806 €		
	155 échelon 3	19 805 €	O3	19 972 €		
Niveau II	170 échelon 1	19 972 €	P1	20 349 €		
	180 échelon 2	20 145 €				
	190 échelon 3	20 323 €	P2	20 869 €		
Niveau III	215 échelon 1	20 579 €	P3	21 401 €	AM1	21 991 €
	225 échelon 2	20 814 €				
	240 échelon 3	21 285 €	TA1	22 414 €	AM2	23 033 €
Niveau IV	255 échelon 1	21 909 €	TA2	23 207 €	AM3	23 899 €
	270 échelon 2	22 768 €	TA3	24 136 €		
	285 échelon 3	24 045 €	TA4	25 427 €	AM4	26 042 €
Niveau V	305 échelon 1	25 262 €			AM5	27 479 €
	335 échelon 2	27 501 €			AM6	29 713 €
	365 échelon 3	30 057 €			AM7	32 108 €
	395 échelon 3	32 475 €			AM7	34 796 €